

Une campagne conjointe

AGRESSIONS SEXUELLES Les cantons de Genève, Vaud et Valais s'unissent pour encourager les victimes à se rendre aux consultations ouvertes 24h/24 et 7j/7 dans leurs hôpitaux publics.

Depuis quelques années, les urgences des hôpitaux d'intérêt publics des cantons de Genève, Valais et Vaud reçoivent, en toute confidentialité, les victimes d'agression sexuelle. «Ce dispositif n'est cependant pas suffisamment connu», a souligné hier Pierre Maudet, chef du Département genevois de la santé et des mobilités, lors d'une conférence de presse à Rennaz.

Face à la hausse des violences sexuelles dénoncées - +19% en 2024 à Genève (142 viols), + 45% en Valais (50) et +9% sur Vaud (137) - les trois cantons veulent renforcer leur action politique commune.

«Toute victime a droit à une prise en charge immédiate, même si elle ne souhaite pas aller en justice», a poursuivi Rebecca Ruiz, cheffe du Département vaudois de la santé et de l'action sociale. Le dispositif



Pierre Maudet, Rebecca Ruiz et Mathias Reynard (de g. à d.) ont présenté hier la campagne. KEYSTONE/CYRIL ZINGARO

médico-légal qui existe dans les trois cantons «propose un suivi complet, rapide et interdisciplinaire». Un binôme composé d'un médecin légiste et d'un médecin spécialiste réalise un constat médico-légal qui permet de sauvegarder immédiatement des prélèvements, de

proposer un contraceptif et de documenter les violences, en cas d'éventuelle procédure judiciaire.

Un lieu non jugeant

«L'objectif le plus important est d'offrir un lieu accueillant, bienveillant et non jugeant aux

victimes souvent en état de choc, tristes, honteuses ou sous substances, en majorité des femmes entre 15 et 30 ans, a expliqué la Dre Anne Vuadens, cheffe de clinique à l'Hôpital Riviera-Chablais. Beaucoup de victimes qui viennent aux urgences ignorent l'existence de

cette prise en charge spécifique, a constaté la docteure. La campagne qui vise à faire mieux connaître ces consultations se fonde sur l'étude menée entre 2018 et 2021 par les Hôpitaux universitaires de Genève et le Centre hospitalier universitaire vaudois sur les constats d'agressions sexuelles. Elles concernent en premier lieu des femmes entre 20 et 49 ans (plus de 90%), dont 58% connaissent leur agresseur.

Déstigmatiser le recours au dispositif

Partant de ces résultats, la campagne met en lumière les situations dans lesquelles surviennent la majorité de ces agressions: les lieux festifs, par des personnes connues ou au moment de faire connaissance, notamment via les applications de rencontre.

Par des affiches, des vidéos et des flyers, les victimes sont in-

terpellées avec un message clair et direct: «Même si les détails sont flous», «Même si ça s'est passé dans ton lit», «Même si vous vous connaissez», «Même si ça a commencé par un «swipe». Elle rappelle un point essentiel: «Tu peux recevoir de l'aide».

«La campagne vise à déstigmatiser le recours au dispositif. Beaucoup de victimes hésitent à demander de l'aide. Bien sûr ce sont une majorité de femmes, mais d'autres peuvent être concernés à l'instar des personnes LGBTIQ, des hommes ou d'un public allophone», a souligné Mathias Reynard, chef du Département valaisan de la santé, des affaires sociales et de la culture.

La campagne d'information sera diffusée du 12 mai à fin août 2025. Elle sera reconduite en 2026 et 2027. **ATS**